

Les retraités se mobilisent pour le 31 janvier

Le débat national ressemble de plus en plus à un show télévisé du président en tournée électorale.

Alors que le pays est en ébullition et qu'il est urgent de répondre concrètement aux attentes des salariés comme des retraités.

Diviser pour poursuivre la même politique

Dans sa lettre aux Français, Emmanuel Macron tente d'échapper aux revendications en les opposant les unes aux autres.

C'était déjà la méthode utilisée pour justifier la hausse de la CSG auprès des retraités : donner du pouvoir d'achat aux actifs.

Pire, les participants aux débats sont sommés de choisir eux-mêmes les revendications auxquelles ils doivent renoncer.

Vous voulez de meilleures conditions d'hospitalisation ? Dites-moi quels hôpitaux faut-il fermer. Maintenir une ligne de chemin de fer dans votre région ?

Dites-moi où faut-il que j'en supprime. Moins d'impôts ?

Dites moi quelles dépenses et donc quels services publics faut-il réduire, etc.

Emmanuel Macron nous invite à sa table de discussion mais il a pris soin de retirer du menu le plat principal qu'il a réservé aux « *premiers de cordée* ».

Pas question de mettre à contribution les dividendes record des entreprises du CAC 40, ni les ultra-riches du pays qu'il comble de cadeaux fiscaux.

Un bilan accablant pour le président des milliardaires

En supprimant l'ISF, Emmanuel Macron aggrave la politique de ses prédécesseurs avec les mêmes résultats : de 2010 et 2017, les impôts versés par les entreprises du CAC 40 ont baissé de 6,4 %, alors que leurs bénéfices cumulés ont augmenté de 9,3 % et les dividendes versés aux actionnaires de 44 %, tandis que leurs effectifs en France ont baissé

de...20 %. En 2018, 57,4 milliards d'euros ont été versés en dividendes et rachats d'actions par les 40 plus grandes sociétés...

Le constat est clair : les faveurs accordées aux géants de la finance ont surtout bénéficié aux actionnaires, pas à l'investissement, ni à l'emploi.

C'est donc bien d'un changement de cap radical dont le pays a besoin.

Car comme le disait Albert Einstein : « On ne résout pas les problèmes avec les modes de pensée qui les ont engendrés ».

Il y a urgence sociale face à l'insupportable

Les témoignages de retraités, de salariés, de chômeurs révèlent des situations inacceptables dans la 5e puissance du monde.

Ce sont les principes mêmes de la politique mise en œuvre qui sont en cause.

Il faut revenir sur les cadeaux prodigués à la finance : 4,5 milliards de l'ISF, 40 milliards du CICE, s'attaquer sérieusement à l'évasion fiscale qui coûte 100 milliards par an aux finances publiques, quand on sait que les "ultra-riches" cachent à eux seuls pas moins de 140 milliards d'euros dans des paradis fiscaux !

Rendez-nous notre pouvoir d'achat !

Ce qui est bon pour les familles comme pour l'économie du pays c'est de donner du pouvoir d'achat à ceux qui en ont besoin.

Et c'est ce que demandent en particulier les retraités qui ont subi des années de blocage de leur pension et maintenant leur désindexation du coût de la vie.

Le 31 janvier dans toutes les villes de France

Nous n'avons pas travaillé 40 ans et plus pour renoncer à vivre normalement, dignement.

Les retraités exigent du président de la République et de ses députés qu'ils décident l'annulation de la hausse de la CSG, la revalorisation de leurs pensions de 1,7 % pour 2018, le retour à l'indexation sur les salaires, le maintien de la pension de réversion selon les modes de calcul actuels.

Le pouvoir d'achat des retraités est un thème absent du débat national.
Le 31 janvier nous allons le mettre sur la table des discussions.

L'UCR CGT